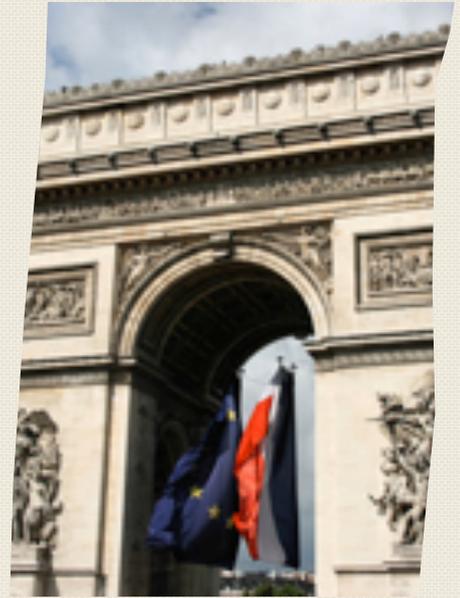


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 3 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Marine Le Pen fait son cinéma**
- 2) **Pourquoi pas avant ?**
- 3) **Un peu tard...**
- 4) **Les quatre gars du PS...**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Florian Philippot pas fan de «Chez nous», film critique du FN

Par AFP



Le vice-président du Front National Florian Philippot, le 19 février 2016 à Taverny dans le Val-d'Oise Photo PATRICK KOVARIK.AFP

Le vice-président du parti juge «inadmissible» la sortie du film de Lucas Belvaux deux mois avant la présidentielle.

Florian Philippot, vice-président du Front national, a jugé dimanche «scandaleux» et «inadmissible» la sortie «deux mois avant l'élection» présidentielle du film de Lucas Belvaux, «Chez nous», critique très ouverte du parti de Marine Le Pen.

«D'après la bande annonce que j'ai vue (...), ça a l'air d'être un joli navet, mais, au-delà de la qualité du film, je trouve ça proprement scandaleux qu'en pleine campagne présidentielle, je crois précisément à deux mois du vote - ce sera le 22 février qu'il sortira -, on sorte dans les salles françaises un film qui est clairement anti-Front national», a déclaré Florian Philippot, invité du Grand Rendez-vous iTélé/Europe1/Les Echos.

Il a proposé de «mettre le budget de ce film sur les comptes de campagne de nos adversaires».

Convaincu que le réalisateur belge Lucas Belvaux «n'agit pas tout à fait seul» en choisissant une sortie aussi proche de l'échéance électorale, il a assuré ne vouloir «rien interdire» mais a réclamé «qu'on ait quand même un minimum de décence républicaine, de respect de la démocratie».

Concernant la comédienne Catherine Jacob, qui

incarne un personnage très voisin de Marine Le Pen, il a estimé que de sa part ce film était «un petit service rendu au système».

Interrogé sur le tweet de Steeve Briois parlant de la comédienne comme d'un «pot à tabac», Florian Philippot a refusé de «commenter» en assurant ne pas lui-même vouloir aller «sur ce terrain-là». «On a beaucoup de choses à dire, je ne juge jamais du physique des gens», a-t-il expliqué.

AFP



challenges.fr

Lucas Belvaux "surpris" par la réaction du FN à son film

Le cinéaste Lucas Belvaux, dont le prochain film "Chez nous" a été dénoncé comme "anti-Front national" par Florian Philippot, s'est dit lundi "surpris" de la "brutalité" de cette réaction, alors que le vice-président du FN "n'a vu que la bande annonce".

"Philippot n'a vu que la bande annonce, donc c'est une polémique à peu de prix qui évite le débat sur le fond du film", a-t-il indiqué dans l'émission Bourdin-Direct sur RMC/BFM TV.

"Ce n'est pas tant un film anti-FN qu'un film sur le discours populiste et sur comment les gens s'engagent en politique. Ce sont les électeurs qui m'intéressent, pas les partis politiques", a ajouté le réalisateur belge.

Le film suit le parcours d'une infirmière à domicile vivant dans une ville du Nord appelée Hénard, qui est approchée par des dirigeants d'un parti d'extrême droite, le "Bloc patriotique". Le parti est dirigé par une femme, interprétée par Catherine Jacob.

"Ce n'est pas un film militant, c'est un film engagé, un film citoyen, fait pour provoquer la discussion, pas pour provoquer le FN ou la peur du Front national", a indiqué Lucas Belvaux.

Pour Florian Philippot, il est "scandaleux" qu'un film "clairement anti-Front national" sorte (le 22 février) à deux mois du vote (pour la présidentielle). Il a proposé de "mettre le budget de ce film sur les comptes de campagne de nos adversaires".

"Ce qui m'amuse dans la réaction de Philippot et de Steeve Briois (vice-président du FN et maire d'Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais), c'est qu'ils me taxent de caricature, alors que mes personnages sont moins caricaturaux qu'eux. La brutalité de leurs discours m'a surpris", a réagi le cinéaste.

II) Faisons de 2017 l'année du recul des précarités!

Jean-Christophe Cambadélis
Premier secrétaire du Parti Socialiste, député de Paris



Benoit Tessier / Reuters
Jean-Christophe Cambadélis à la convention de la Belle Alliance Populaire à Nice le 3 décembre 2016. REUTERS/Benoit Tessier

J'aimerais qu'il y ait un réveil, un sursaut, j'aimerais que nous soyons en pensée avec celles et ceux qui sont sans: sans logement, sans protections, sans projets, sans espoir.

Je sais que le moment est un peu particulier pour parler d'une question aussi sérieuse que les précarités. Nous nous remettons à peine du réveillon que nous avons passé auprès des nôtres, en famille, entre amis, à faire la fête et à refaire le monde, à repasser en revue cette odieuse année 2016 et à faire des plans sur la comète pour 2017.

Je formule d'ailleurs ici des vœux chaleureux pour vous et pour tous ceux qui vous sont chers. Je vous souhaite plein de réussite dans vos projets, plein de joies et plein d'espoir aussi pour 2017. Vous pouvez en avoir car vous habitez un beau pays, la France, avec une histoire magnifique et un avenir qu'il nous reste encore à écrire.

En évoquant les précarités, je ne veux pas gâcher l'esprit de fête, encore moins donner mauvaise conscience. Je veux simplement parler de nos compatriotes qui n'ont justement pas pu participer pleinement à la joie générale du réveillon alors même que nous vivons dans le même pays, que nous partageons le même destin moral et politique.

Ainsi, après le réveillon, j'aimerais qu'il y ait un réveil, un sursaut, j'aimerais que nous soyons en pensée avec celles et ceux qui sont sans: sans logement, sans protections, sans projets, sans espoir. J'aimerais que nous pensions à ces vies brisées et surtout que nous agissions pour que

tous les précaires reprennent peu à peu la maîtrise de leur propre existence, ce droit humain inaliénable.

Car on peut agir, la précarité n'est ni une maladie, ni une fatalité: c'est un terrible enchaînement mais que l'on peut enrayer, c'est une mise à l'écart effroyable mais qui n'est pas irrémédiable, c'est une perte de dignité insupportable mais que l'on peut réparer. Oui, on peut agir, des associations formidables en font la démonstration au quotidien sur le terrain, en matière de logement, de santé, d'emploi et de culture. Ces associations font un travail remarquable et difficile. Elles doivent lutter contre l'indifférence et parfois contre les préjugés entretenus à l'endroit des pauvres. Les municipalités du Front national en ont fait une spécialité, démontrant qu'elles sont non seulement xénophobes mais aussi pauvrophobes.

J'ai voulu donner la parole à certaines associations dans mon dernier ouvrage consacré précisément au précaire (Brissy-sous-Bois ou les oubliés de la République ; Éditions de la Fondation Jean-Jaurès). J'ai voulu qu'elles nous parlent de leur engagement, de leurs actions, de leurs idées aussi pour faire reculer les injustices et les misères de tous ordres.

Contre les précarités on peut agir, le gouvernement l'a aussi démontré depuis 2012. Insuffisamment, c'est une évidence et je n'ai pas écrit cet ouvrage comme un fascicule de propagande électorale. Oui, il devra faire plus, beaucoup plus, mais il a fait de nombreuses choses, personne ne peut le nier: plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, Prime d'activité, Garantie jeunes, revalorisations des minima sociaux, amélioration de l'accès aux soins grâce à la généralisation progressive du tiers payant, renforcement de la couverture complémentaire santé pour les ménages les plus modestes, développement de places d'hébergement d'urgence...

Il faudra faire plus. Il faut aller plus loin et reconsidérer nos priorités. Je propose de faire de la question du précaire, la question centrale du prochain quinquennat. Certains, comme monsieur Fillon, ont d'autres plans : ils veulent mettre l'État social au régime sec, réduire drastiquement les aides, réduire considérablement le nombre de fonctionnaires, alors même que c'est le cœur de notre modèle français et que les plus faibles n'ont que les services publics comme patrimoine et que les aides sociales comme revenu.

Certes, on pourrait se dire que tout cela ce n'est

que de "l'assistanat" car les précaires seraient tout de même un peu responsables de leur sort. Certes, on pourrait dire que la France ne peut pas réduire toute la pauvreté de la France. Oui, on pourrait. Mais, on peut aussi s'indigner, se révolter, se dire que la situation ne peut plus durer, que des millions de nos concitoyens – 20% pour être exact - sont touchés par au moins une forme de précarité, soit de revenu soit de conditions de vie (logement insalubre, alimentation pas équilibrée, incapacité à se soigner...). Il y a beaucoup d'autres statistiques qui témoignent de cette montée de la précarité – j'en cite dans mon ouvrage pour introduire chaque entretien avec les dirigeants des associations - des statistiques discutables par nature, mais qui dressent un très triste tableau.

La précarité touche de plus en plus de personnes et atteint de plus en plus de domaines de l'existence. Les précarités enchaînent et s'enchaînent : les individus sont rongés de l'intérieur par le stigmate social et le sentiment d'inutilité et se retrouvent entraînés en marge de la société. Ces femmes, ces hommes et ces enfants ont pourtant droit à la dignité, ils ont le droit de penser et de diriger leurs vies, de développer des projets et non pas simplement des angoisses, de penser à l'avenir et non plus simplement au prochain repas.

Je vous le dis, les précarités sont un énorme gâchis, un gâchis de vie et un gâchis pour notre pays. Dans le monde qui est le nôtre, où la créativité est le moteur de l'économie, où les idées sont le carburant de l'avenir, la France a besoin de tous les siens. Et donc tous les siens doivent pouvoir compter sur la France.

C'est pourquoi j'en appelle aussi dans ce livre à un "nouveau nous Français", à un nouveau sentiment d'appartenance collectif et inclusif. Riches ou pauvres, nous partageons le même destin. Alors, prenons conscience de ce lien qui nous unit au-delà de nos conditions. Toutes et tous, nous sommes la France. Et si nous en sommes conscients et en sommes fiers, 2017 sera à nous et les années qui suivront seront nos obligées. Alors, bonne année 2017, faite de vos beaux projets et de nos belles luttes contre les précarités !

huffingtonpost.fr

III) La gauche et le travail : il est bien temps de se mettre boulot !

Hervé Nathan

A trois semaines de la primaire à gauche, et à quelques mois de la présidentielle, le travail demeure bien la face cachée des gauches.



Emmanuel Macron, Arnaud Montebourg, Manuel Valls, Vincent Peillon, Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon... ils concourent à gauche, soit par la primaire, soit directement à la présidentielle - SIPA

Plus que trois semaines pour désigner un candidat socialiste à l'élection présidentielle, et moins de quatre mois avant de voter pour un président de la République. Ça chauffe dans les quartiers généraux des candidats (sept dans la primaire : Hamon, Montebourg, Peillon, Valls...) plus deux à l'extérieur (Macron et Mélenchon). Et on aborde à peine (et avec bien de la peine, justement) la question du travail. Il serait bien temps de s'en soucier, vu que les deux tiers des électeurs sont des ...travailleurs, que les partis de gauche prétendent représenter.

Hélas, trois fois hélas, les gauches se sont endormies sur leur patrimoine, se pensant propriétaires des voix des classes laborieuses, ce qui était déjà faire preuve de myopie puisque les gaullistes dans les années 1960-1970 avaient su capter avec succès les suffrages des ouvriers et des employés. Le réveil est donc douloureux : lors des scrutins, les travailleurs choisissent d'abord de s'abstenir (30% chez les ouvriers à la présidentielle de 2012, contre 20% dans la population générale), les autres glissent en premier dans l'urne un bulletin Le Pen...

Mais finalement le travail pour les gauches,

kesaco ? En 2007, les socialistes s'étaient fait chiper la « valeur travail » par un commando idéologique de l'UMP emmené par Gilles Carrez, député-maire du Perreux, une des communes si huppée du Val-de-Marne qu'elle s'enorgueillit de ne pas construire de HLM... Pas très prolos, en somme.

La cécité de la gauche s'explique en partie par son obsession du chômage. Le réduire est devenu son unique horizon. Alors, à quoi bon réfléchir à des vieilleries thématiques comme l'émancipation (par le travail) ou au contraire l'aliénation (par le travail toujours) ou encore la libre association (des travailleurs), a la confrontation du (travail) et du capital?

Faute d'avoir vu le mur s'approcher, c'est donc le grand désarroi à gauche, quand surgit l'ubérisation des emplois (et donc du travail) qui bouleversent les relations sociales. Face au surgissement du monstre Uber, la gauche de gouvernement a d'abord été saisie de panique technologique. Ainsi avec la loi Thevenoud qui prescrivait au chauffeurs de VTC de rentrer au garage entre chaque course. On a même échappé à l'interdiction d'utiliser les GPS !

Pour la présidentielle on voit surgir à gauche **les propositions dans la plus grande improvisation conceptuelle** qui allient le flou et les bonnes intentions.

Il y a ceux qui applaudissent à l'irruption des Barbares dans le marché du travail et voient en eux les outsiders luttant contre les insiders, qui résoudront à la fois les rigidités tant dénoncées et les problèmes de revenus trop faibles. Le sujet a beau avoir été battu et rebattu par les Gracques (nous en avons déjà parlé ici), **Emmanuel Macron** comme Rimbaud se veut absolument moderne. Au-delà, on sent bien la tendance « libérale sociale » de Macron : avancer vers un droit personnel à la protection sociale (et non plus dépendant du statut) et un droit de l'activité des actifs qui remplacerait le code du travail des salariés (nous y revenons avec Thierry Pech directeur de Terra Nova dans Marianne daté du 13 janvier).

Le candidat des marcheurs ne précise son projet que sur un seul point : l'assurance chômage. Nationalisé, Pôle emploi serait ouvert à tous les actifs : indépendants, salariés, chômeurs (quand même !) y compris les démissionnaires. Objectif, permettre une grande fluidité de la main d'œuvre en matière de statut et de qualifications. Joli en apparence, la proposition Macron fait au moins deux catégories de victimes, les cadres qui ne bénéficieraient plus d'une assurance chômage égale à 60% de leur salaires (plafonnée à 6200 euros), et les retraités qui paieront davantage de CSG. Il n'est pas certain qu'effrayer ces deux puissants secteurs de l'électorat soit vraiment le meilleur moyen pour que, comme le dit le poète, « à l'aurore, armés d'une ardente patience, nous entrerons aux splendides villes.... »

A l'autre bout du spectre des gauches, on trouve deux réponses différentes au problème. **Benoît Hamon** a opté pour le revenu universel d'existence dans sa version d'environ 750 euros (en 2020) pour tout le monde. Le candidat évoque « une révolution de la protection sociale similaire à la mise en place de la Sécurité sociale en 1945. » Et cela en serait une en effet vu le montant à mobiliser : environ 400 milliards d'euros par an. On passera sur la tuyauterie qu'implique le RU. Mais la philosophie est assez claire : face à l'économie numérique vue comme une destruction massive d'emplois de la classe moyenne et l'extension infinie de la précarité, il s'agit de procurer aux travailleurs un élément de défense structurel. **Le revenu universel serait donc le socle de la résistance collective des travailleurs à la destruction de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie.** Hélas, on s'est aperçu du manque de recul de Benoît Hamon lorsqu'il s'est agi de financer le dispositif...

Jean-Luc Mélenchon, qui réfute le RU (ne pas confondre avec la pilule du Dr Beaulieu) au nom du rôle émancipateur du travail, a opté de son côté pour une position plus traditionnelle à gauche : **face à la pénurie d'emplois, partageons le travail.** Il reprend donc la revendication de la CGT (et qui fut celle de la CFDT dans une autre époque) des 32 heures par semaine. Comme Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, Mélenchon campe sur la courtine du modèle social. Il défend les travailleurs, certes, mais avec un objectif qui, outre qu'il ne résout en rien la question posée par l'irruption des plates-formes « collaboratives », aura bien de la peine à convaincre l'électorat salarié au-delà des bastions les plus militants. En 2002, à posteriori, les socialistes s'étaient aperçus que c'était parmi les

ouvriers que les 35 heures « pour tous et partout » avaient généré le plus de frustrations...

Entre ces deux pôles des gauches, celui de la modernité shumpéterienne et celui de la résistance sociale, on trouvera sans surprise un marais, qui comme tout marais est plutôt vaseux.

A Matignon, Manuel Valls s'était dit « intéressé » par le revenu universel. Candidat à l'Élysée, il ramène l'ambition à un revenu « minimum décent » (une idée mise en forme par Terra Nova), fusion d'une dizaine de minimas sociaux déjà existants, dont la plus grande qualité serait d'être à un niveau suffisamment éloigné du Smic pour ne pas désinciter au travail. Argument qui revient à dire : voyez vous ma bonne dame, les pauvres sont un peu fainéants sur les bords, il ne faut pas les pousser dans ce vice... Visiblement le Premier ministre a encore besoin de quelques années de réflexion sur la société du travail.

On ne s'étonnera pas que **Vincent Peillon**, candidat surgi du diable vauvert avec la prétention d'incarner « le centre » du parti socialiste, reprenne prudemment cette idée. Vincent garde toi à gauche, Vincent garde toi à droite...

Au final, le travail demeure bien la face cachée des gauches. Et il faudra sans doute patienter pour la voir s'éclairer puisque les candidats concourent, non pas pour la présidence de la République entre 2017 et 2022, mais plus modestement pour le leadership de la future opposition. Pas besoin donc de pousser trop loin la réflexion, puisqu'on aura (au moins) cinq années pour ça, se disent-ils.

Nous restons donc bien en deçà des enjeux réels tels les définit Thomas Piketty sur son blog :

« Notre ambition doit être celle d'une société fondée sur la juste rémunération du travail, autrement dit le salaire juste, et pas simplement le revenu de base. Pour aller vers le salaire juste, il faut repenser tout un ensemble d'institutions et de politiques complémentaires les unes des autres : les services publics, et notamment l'éducation ; le droit du travail et des organisations ; le système fiscal. »

C'est ce qu'on appelle un programme... de travail !



IV) Valls, Peillon, Montebourg, Hamon, une génération contrariée

Par stéphane alliès et Donatien Huet

Depuis 1995, ils traversent les arcanes du PS dans le rôle d'espoirs puis de seconds couteaux puis de ministres, s'alliant avant de se combattre, se rangeant derrière d'autres, mais jamais ensemble. Vingt ans plus tard, faute d'avoir jamais su se mettre d'accord, les trentenaires prometteurs et rénovateurs d'antan s'affrontent désormais dans une primaire déprimée d'un parti en voie d'extinction, entre quinquas revanchards d'avoir attendu si longtemps leur heure.

Ce n'est pas la girouette qui tourne, ce sont les vents contraires dans lesquels s'ébrouent ces quatre garçons. Valls, Peillon, Hamon, Montebourg... Vingt ans qu'ils patientent et s'impatientent en pensant leur heure venue. Quinze ans qu'ils ont espéré prendre le PS, dont ils connaissent déjà plus ou moins les rouages de l'appareil. Dix ans qu'ils ont imaginé être lieutenants pour mieux devenir colonels. Cinq ans qu'ils ont connu les charmes et les cruautés des ministères. Et les voici qui se retrouvent finalement tous les quatre, les uns contre les autres, dans une primaire aux allures de fin de parti, alors même qu'ils n'ont cessé de s'en rêver la relève.

Hamon, Montebourg, Peillon, Valls : découvrez les cartes d'identité de cette "bande des quatre":

Benoît Hamon

Son âge : 49 ans.

Son premier emploi : collaborateur parlementaire puis ministériel.

Ses mandats politiques : député européen (2004-2009), député des Yvelines (depuis 2012), ministre délégué à l'économie sociale et solidaire et à la consommation (2012-2014), ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2014).

Son livre : Tourner la page – Reprendre la marche du progrès social (Flammarion, 2011).

Arnaud Montebourg

Son âge : 54 ans.

Son premier emploi : avocat.

Ses mandats politiques : député de Saône-et-Loire (1997-2012), président du conseil général de Saône-et-Loire (2008-2012), ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique (2012-2014), conseiller général de Saône-et-Loire (2012-2015).

Ses principaux livres : La machine à trahir : rapports sur le délabrement de nos institutions (Denoël, 2002) ; Votez pour la démondialisation ! (Flammarion, 2011) ; Le retour de l'État : de l'art de nationaliser en douceur (Flammarion, 2013).

Vincent Peillon

Son âge : 56 ans.

Son premier emploi : professeur de philosophie.

Ses mandats politiques : député de la Somme (1997-2002), député européen (depuis 2004), ministre de l'éducation nationale (2012-2014).

Ses principaux livres : Jean Jaurès et la religion du socialisme (Grasset, 2000) ; Pierre Leroux et le socialisme républicain (Le Bord de l'eau, 2003) ; Les milliards noirs du blanchiment (Hachette, 2004) ; Une religion pour la République : la foi laïque de Ferdinand Buisson (Le Seuil, 2010) ; Refondons l'école (Le Seuil, 2013).

Manuel Valls

Son âge : 54 ans.

Son premier emploi : collaborateur parlementaire puis ministériel.

Ses mandats politiques : conseiller régional d'Île-de-France (1986-1998), vice-président du conseil régional d'Île-de-France (1998-2002), maire d'Évry (2001-2012), député de l'Essonne (depuis 2002), ministre de l'intérieur (2012-2014), premier ministre (2014-2016).

Ses principaux livres : Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche (Robert Laffont, 2008) ; Sécurité : la gauche peut tout changer (éditions du Moment, 2011) ; La laïcité en France (Desclée de Brouwer, 2013).

Le 16 octobre 2002, dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, ils étaient presque tous là, pour le lancement du courant Nouveau Parti socialiste. À la tribune se succèdent Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Vincent Peillon. Manuel Valls aurait pu être de la partie. Il a discuté avec le trio (également accompagné par un Julien Dray en rupture de la gauche socialiste, mais qui partira très vite aux côtés de François Hollande), et malgré des objectifs et certains diagnostics communs, il préférera finalement garder ses distances avec le « NPS » et se ranger lui aussi derrière le premier secrétaire sortant, fidèle au premier ministre sorti.

En 2002, ces quatre-là sont des étoiles montantes du parti, des « bébés Jospin » ayant connu leur première expérience de pouvoir pendant la gauche plurielle, à l'Assemblée ou dans les ministères. Ils ont déjà fait parler d'eux dans les cénacles socialistes. Souvent parce qu'ils énervent les dirigeants du parti par leur attitude de francs-tireurs ou leur positionnement aux marges d'un PS avec lequel ils entretiennent un rapport plus ou moins distendu.

En 1995, du haut de leur trentaine conquérante et alors que le PS en termine avec l'ère Mitterrand, ils étaient déjà promis à un avenir certain. Valls et Hamon sont des leaders d'organisations de jeunesse (l'un avait la main sur les réseaux des jeunes rocardiens, l'autre sur le MJS, puis l'Unef). Peillon et Montebourg sont moins « apparatchiks », mais sont loin d'ignorer les arcanes d'un PS où ils militent tous deux depuis quelques années.

Le philosophe Peillon sera ainsi la plume d'Henri Emmanuelli à l'Assemblée nationale en 1992, avant de se présenter contre lui à la tête du PS lors du congrès de Liévin deux ans plus tard (recueillant 8 %). L'avocat Montebourg est déjà médiatisé, pour avoir défendu l'assassin de René Bousquet ou avoir fait déménager le fils d'Alain Juppé d'un appartement de la Ville de Paris. Aussi flamboyant qu'irritant, le jeune juriste militant socialiste prépare son investiture dans la Saône-et-Loire voisine de sa Nièvre natale, soucieux de capter une part de l'héritage mitterrandien, celle du Coup d'État permanent (et aussi d'une marche ritualisée sur un gros caillou local – l'ascension du mont Beuvray singeant celle de la roche de Solutré).

À l'Assemblée en 1997, dans la foulée de la victoire aux législatives de Lionel Jospin qui s'installe à Matignon, Montebourg retrouve



Peillon, Hamon et Montebourg en octobre 2002. © Rimbus le blog

Peillon, qui s'est, lui, fait élire dans la Somme. Ensemble, ils forment un duo de parlementaires « à l'anglo-saxonne », surnommé "Modeste et Pompon" par Libération, qui multiplie les commissions d'enquête (sur les tribunaux de commerce ou les paradis fiscaux), où ils usent de leur pouvoir de police pour investiguer et se font les champions de la probité de la vie publique.

Montebourg se fait repérer dans le groupe parlementaire PS, tandis que Peillon assume en 2000 le porte-parolat du parti de Jospin dirigé par Hollande. Valls et Hamon, eux, œuvrent alors dans les cabinets, l'un auprès de Lionel Jospin, l'autre auprès de Martine Aubry. Tous deux en qualité de conseiller politique. Hommes de réseaux, ils ont encore du mal à s'ancrer localement, mais Valls soigne un carnet d'adresses et profite d'une vice-présidence au conseil régional d'Île-de-France pour parfaire son implantation à Évry (dont il devient maire en 2001), quand Hamon consolide la structuration d'un courant de jeunesse issu du rocardisme mais plus social (Nouvelle gauche), qui devient mûr pour passer à l'étage supérieur et se lancer dans les batailles de congrès du PS.

À la Sorbonne en cet automne 2002, dans les décombres du séisme du 21 avril de la même année, cette génération de trentenaires veut incarner une gauche offensive face à la social-démocratie en échec. Et porte en étendard la modernisation des institutions françaises, le retour à un discours tourné vers les classes populaires et la jeunesse, comme une critique vive de l'Europe devenue libérale.

Si Valls décide de ne pas participer à l'entreprise du NPS, la jugeant déjà trop à gauche, c'est qu'il entend cultiver un autre champ, celui de la droite du parti, mélange de blairisme et de « gauche Clemenceau », et se consacrer à une construction politique d'élu de terrain, cultivant sa différence droitrière aux marges de la direction du parti.

Avec des réponses différentes et un positionnement autoritariste déjà assumé, il marque cependant une même volonté de réinitialiser le logiciel programmatique socialiste, mais aussi un certain pragmatisme, voire une souplesse idéologique certaine, qui distingue également le NPS des ailes gauches traditionnelles dans l'histoire du parti.

<https://youtu.be/VJEOrcY8C2Y>

Hamon vient du rocardisme et évolue désormais comme protégé de Martine Aubry. Peillon se veut libéral politiquement, documente le socialisme non marxiste de la fin du XIXe siècle, et s'y réfère souvent. Montebourg se place surtout sur le terrain de la morale et de la rénovation des institutions (il fonde en 2000 la Convention pour la sixième République). L'attelage est complémentaire, mais il ne pèsera pas lourd (16,5 %) au congrès de Dijon à l'automne 2003, face à un François Hollande maître du jeu et des urnes internes, assis sur une alliance avec les barons socialistes des « Bouches-du-Nord » (en jargon socialiste, la contraction de Bouches-du-Rhône et du Nord-Pas-de-Calais, les trois plus grosses fédérations qui ont longtemps représenté à elles seules un tiers des militants du PS) qui le rend indéboulonnable (il est réélu avec 61,5 %).

Au NPS, à peine commencée, l'histoire commune est en réalité déjà terminée, laissant place à la progressive autonomisation de chacun des membres du trio, sur fond de désaccords stratégiques et de querelles d'ego. Chacun poursuit alors sa propre trajectoire individuelle, plus ou moins entouré. Comme Manuel Valls, qui soutient toujours la majorité hollandaise du parti, mais ne cesse de cultiver sa différence.

Pendant la décennie des années 2000 dans les batailles internes du PS, jusqu'à leur participation collective au gouvernement Ayrault, ils se rapprocheront les uns des autres, à tour de rôle et souvent alliés contre au moins l'un d'entre eux, se trahiront aussi les uns et les autres, lors de congrès ou de remaniements ministériels. Incapables de s'unir pour venir à bout d'une génération précédente ayant méthodiquement retardé leur ascension. Avant que ne sonne enfin leur heure, après tant d'attente.

Comment Hamon, Montebourg, Peillon et Valls en sont-ils arrivés là ? En une chronologie, retour sur deux décennies d'histoire socialiste et de relations politiques personnelles.

Manuel Valls est conseiller régional d'Île-de-France, attaché parlementaire, responsable national des clubs Forum (jeunes rocardiens) et conseiller ministériel de Michel Rocard à Matignon, de 1988 à 1991, puis secrétaire national du Parti socialiste à la communication de 1993 à 1997. Benoît Hamon est le premier président du Mouvement des jeunes socialistes autonome du PS, lui aussi membre des clubs Forum, puis est conseiller à la jeunesse de Lionel Jospin jusqu'en 1997. Vincent Peillon soutient sa thèse en philosophie sur Merleau-Ponty et devient la plume d'Henri Emmanuelli à la présidence de l'Assemblée nationale, avant de présenter une motion contre lui au congrès de Liévin (7 %, contre Henri Emmanuelli). Militant socialiste à Paris, Arnaud Montebourg est avocat à la cour d'appel de Paris et premier secrétaire de la conférence du stage.

Avant 1997

Valls est battu à l'élection législative dans le Val-d'Oise et devient conseiller politique de Lionel Jospin à Matignon. Hamon est battu dans le Morbihan et devient conseiller politique de Martine Aubry au ministère des affaires sociales. Peillon est élu député de la Somme et devient secrétaire national aux études du PS. Montebourg est élu député de Saône-et-Loire.

1997

Valls devient vice-président de la région Île-de-France, puis maire d'Évry. Peillon est désigné porte-parole du PS puis démissionne en 2000. Avec Montebourg, ils mènent plusieurs commissions d'enquête, sur les tribunaux de commerce ou les paradis fiscaux. Montebourg tente, en vain et contre l'avis de Lionel Jospin, de traduire Jacques Chirac devant la cour de justice de la République dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris. Hamon structure les réseaux militants de jeunesse ; son courant Nouvelle gauche s'empare notamment de l'Unef puis récupère la gestion de l'ex-Mnef, devenue La Mutuelle des étudiants.

De 1997 à 2002

Valls est élu député de l'Essonne. Montebourg est réélu député de Saône-et-Loire. Peillon n'est pas réélu député de la Somme. Montebourg, Peillon et Hamon créent le courant Nouveau Parti socialiste (NPS).

2002

Le NPS obtient près de 17 % au congrès de Dijon, où Hollande recueille plus de 60 %. Valls soutient Hollande et devient secrétaire national du PS, chargé de la coordination et de l'organisation.

2003

Hamon est élu député européen dans le Grand-Est et Peillon dans le Nord-Ouest. Hamon, Peillon, Montebourg et Valls font campagne pour le « non » à la constitution européenne lors du référendum interne du PS (60 % pour le oui).

2004

Valls fait campagne pour le oui lors du référendum national sur le traité constituant européen (60 % pour le non). A l'issue du congrès du Mans, la motion du NPS obtient 23,5 %, mais le courant explose : Peillon et Hamon se rallient à la synthèse de François Hollande (dont la motion a recueilli 53,7 %), pas Montebourg. Hamon devient secrétaire national du PS à l'Europe.

Lors de la primaire interne de décembre, Hamon soutient Laurent Fabius (qui fera 18,5 %). Peillon, Montebourg et Valls soutiennent Ségolène Royal, qui l'emporte dès le premier tour (avec 60 %). Peillon et Montebourg sont porte-parole pendant la campagne présidentielle, scrutin perdu par Ségolène Royal. Montebourg est suspendu de cette fonction pour avoir dit que le plus gros défaut de Royal était « son compagnon », François Hollande.

2006

Montebourg est réélu député de Saône-et-Loire et Valls de l'Essonne. Peillon, député européen, est battu dans la Somme. Toujours eurodéputé, Hamon quitte ses fonctions de secrétaire national du PS au projet européen, après que le bureau national du parti a approuvé en novembre le nouveau traité institutionnel européen.

2007

Lors du congrès de Reims, Hamon mène la motion de l'aile gauche (20 %). Peillon et Valls sont parmi les premiers soutiens de Ségolène Royal (30 %). Montebourg rejoint Martine Aubry (25 %), tandis que Bertrand Delanoë, candidat favori, soutenu par le premier secrétaire sortant François Hollande, ne réalise que 25 %. Lors de l'élection de la première secrétaire, Aubry l'emporte de quelques voix à l'issue de scrutins entachés de nombreuses triches réciproques. Hamon devient porte-parole du PS et au même moment professeur associé à l'université Paris-VIII. Montebourg devient secrétaire national à la rénovation, puis président du conseil général de Saône-et-Loire sans rendre son mandat de député, rompant avec sa promesse de non-cumul des mandats.

2008

Peillon est réélu député européen, cette fois-ci dans le Sud-Est. Hamon perd son siège d'eurodéputé à Paris.

2009

Lors de la primaire ouverte du PS, obtenue par Montebourg, ce dernier est candidat et termine troisième, avec 18 %. Valls se présente aussi et obtient 5 %. Hamon soutient Martine Aubry (30,5 %, puis 43 % au second tour). Peillon soutient François Hollande, qui l'emporte (39 %, puis 56,5 %). Valls puis Montebourg soutiennent Hollande dans l'entre-deux tours.

2011

Durant la campagne présidentielle, Valls est directeur de la communication du candidat Hollande. Peillon, Montebourg et Hamon ne sont pas mis en avant. François Hollande est élu. Peillon devient ministre de l'éducation nationale. Valls est réélu député de l'Essonne et devient ministre de l'intérieur. Montebourg ne se représente pas à la députation et devient ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique. Hamon est élu député des Yvelines et décroche le poste de ministre délégué à l'économie sociale et solidaire et à la consommation.

2012

Lors du remaniement ministériel post-municipales, Montebourg et Hamon appuient Valls, qui remplace Jean-Marc Ayrault à Matignon en avril. Fin mai, Peillon est réélu député européen dans le Sud-Est. Fin août, Montebourg et Hamon sont licenciés par Valls : Hamon redevient député des Yvelines et Montebourg se lance dans l'entrepreneuriat privé. Peillon, lui, donne des cours de philosophie à l'université de Neuchâtel, en Suisse.

2014

Lors du congrès du PS à Poitiers, Peillon a pris du recul. Hamon soutient la motion de l'aile gauche et des frondeurs, menée par Christian Paul (28,5 %). Valls est premier ministre et soutient la motion de Jean-Christophe Cambadélis (60 %). Montebourg n'est pas là, mais publie, le dernier jour, une tribune au vitriol dans le Journal du dimanche, contre l'orientation politique du pouvoir socialiste.

2015

Montebourg se prépare depuis le printemps, mais se fait griller dans son annonce de candidature à la primaire du PS pour la présidentielle de 2017 par Hamon, qui se déclare mi-juillet, soit un mois avant lui. Valls affiche sa disponibilité en septembre et les rejoint à la mi-décembre, quelques jours après le renoncement de François Hollande. Peillon se lance dans la course quelques jours après Valls.

2016

© Mediapart

Après 2007, le temps des passages à l'acte

Une seule fois, ils se sont tous retrouvés dans un combat politique interne. Fin 2004, lors du référendum interne du PS sur la constitution européenne. Ils sont tous les quatre pour le non, mais le oui l'emporte (avec 59 %). Ils décident de rester muets pendant la campagne officielle de 2005, où Hollande fera couverture de Paris-Match commune avec Nicolas Sarkozy. Seul à se démarquer alors parmi les nonistes mutiques, Manuel Valls se prononcera finalement pour le oui, à quelques semaines du vote. Avant que le non l'emporte, par 54,7 % des suffrages.

Au congrès du Mans suivant le référendum, après une nouvelle motion en commun qui obtient 23,6 % (devant la motion de Laurent Fabius et Jean-Luc Mélenchon, qui recueille 21 %), Hamon et Peillon – devenus eurodéputés un an avant – choisissent la synthèse derrière Hollande (dont la motion est encore majoritaire avec 53,7 %). Pas Montebourg, qui refuse de céder sur la VIe

Un reportage de France 2 sur la nouvelle direction du PS fin 2005, avant la présidentielle de 2007. © INA

<https://youtu.be/Bem-lfnSLSM>

Valls, lui, soutient Hollande dès le début de ce congrès. Avant de rallier la candidature de Ségolène Royal pour la primaire à la candidature présidentielle de 2007, rejoint par Peillon puis Montebourg, qui seront tous deux porte-parole de la candidate. Hamon, lui, choisira la candidature de Fabius, après avoir plaidé pour celle de Hollande.

Après la défaite de Royal face à Sarkozy, Valls refuse de participer à l'ouverture sarkozyste, et Montebourg discute un court temps avec lui d'une alliance, celle des « jeunes lions », mort-née à Frangy en août 2007. L'un comme l'autre sont incapables de structurer le moindre courant autour d'eux, et ne le sont toujours pas davantage aujourd'hui. À l'inverse, Hamon continue de renforcer le courant de l'aile gauche du parti, s'appuyant encore sur les renforts de la jeunesse socialiste (MJS, Unef) et réalisant l'union de tous les courants de gauche (de Filoche à Mélenchon, en passant par Emmanuelli ou Lienemann). Vincent Peillon devient pour sa part le responsable de celui de Ségolène Royal, où il peut compter sur les cadres dirigeants et élus de feu le NPS.

Puis, au congrès de Reims de 2008, Hamon part seul en chef de file d'une aile gauche réunifiée. Valls et Peillon sont les premiers soutiens de Ségolène Royal, tandis que Montebourg – après avoir fait un temps chemin commun avec Pierre Moscovici – rallie Martine Aubry. Celle-ci l'emporte in fine, avec le soutien de Benoît Hamon, au terme d'un dénouement houleux, où Valls et Peillon ne retiennent pas leurs coups dans les multiples (et réciproques) dénonciations de triches qui émaillent les votes.

À la tête du PS, Martine Aubry nomme Hamon comme porte-parole du PS et charge son secrétaire national à la rénovation Montebourg de mettre en œuvre la primaire de 2011, après quelques débats agités. Une primaire où Montebourg sera candidat, celui de l'aile gauche, face à Valls, à l'aile droite. De son côté, Hamon soutient Martine Aubry. Lors des débats télévisés, Valls et Montebourg animent les soirées en enchaînant les escarmouches.

L'accrochage entre Manuel Valls et Arnaud Montebourg. ©
Public Sénat

<http://dai.ly/xldjnp>

Peillon – qui a conservé la mainmise sur le courant de Ségolène Royal après s'être violemment opposé à elle – travaille dans un premier temps à la création d'un « rassemblement social, écologique et démocratique » (lancé en 2010 avec Cohn-Bendit, Bennahmias et Hue), qui ne refondera pas la gauche (et n'ira pas plus loin que le week-end fondateur), mais préfigure la Belle-Alliance d'aujourd'hui. Il soutient ensuite Dominique Strauss-Kahn en vue de 2012 – comme Valls. Après l'empêchement de DSK,

Peillon s'engage enfin dans la campagne victorieuse de François Hollande. Valls, quant à lui, se lance et obtient 5 % des voix, avant de se rallier à François Hollande dès les résultats du premier tour connus, puis de devenir le directeur de communication de sa campagne présidentielle. Montebourg crée la surprise et obtient 18 % des suffrages ; pourtant plus proche d'Aubry sur le fond, il appelle à voter Hollande entre les deux tours.



Hamon et Peillon, lors de la passation de pouvoirs au ministère de l'éducation, le 2 avril 2014. © Reuters

Une fois à l'Élysée, ce dernier les fera tous ministres dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. À Valls l'intérieur, à Peillon l'éducation, à Montebourg le redressement productif, à Hamon l'économie sociale et solidaire. Puis, au terme d'un transparent ménage à trois, Valls deviendra premier ministre avec le soutien de Montebourg (promu à l'économie) et Hamon, nommé à l'éducation... au détriment de Peillon, qui se retire alors de la vie politique nationale. Cinq mois plus tard, Manuel Valls obtient le départ de Montebourg et Hamon, sur fond de désaccord budgétaire et sur l'austérité européenne.

Premier ministre, Manuel Valls va durcir les rapports de force internes à gauche, théorisant même un temps les « gauches irréconciliables », avant de peu à peu « cornériser » Hollande et de se déclarer, après son renoncement, prêt à affronter Montebourg, qui s'est fait griller la politesse d'une candidature frondeuse par Benoît Hamon au cœur de l'été.

Comme s'il était écrit que l'un de ces quatre-là ne pourrait manquer ce grand débat de cour d'école aux allures de règlement de comptes idéologique (à moins que ce ne soit l'inverse), Peillon s'est présenté in extremis, au grand dam d'un Valls qui pensait occuper seul l'espace politique post-hollandais.



Montebourg, Hamon et Valls (de dos), le soir du 5 mai 2012, après la victoire de François Hollande à la présidentielle. © Reuters

Après avoir fait montre d'une incapacité viscérale à s'effacer derrière l'un d'entre eux, ils vont désormais se départager faute d'avoir jamais su se mettre d'accord. Tous plutôt bons orateurs, plutôt beaux gosses, un peu chefs de bande, un peu machos tout en se disant féministes, ils sont plus ou moins convaincus de leur destin, quand ce n'est pas de leur supériorité intellectuelle et/ou stratégique. À eux quatre, ils remplissent le vide d'un parti au bout de son histoire, comme les derniers rescapés d'un champ de ruines.

Vincent, Benoît, Arnaud, Manuel... On se croirait dans un film de Claude Sautet, version Solférino. Les trentenaires prometteurs, rénovateurs contrariés d'antan, s'affrontent désormais entre quinquas revanchards d'avoir attendu si longtemps leur heure, dans une primaire déprimée.

Jouent-ils vraiment l'Élysée, ou ont-ils plutôt cherché à prendre leur position dans la guerre de mouvement et de recomposition qui va se jouer à gauche en cas de victoire de la droite en 2017 ?

Ils sont en tout cas les favoris pour porter les couleurs d'un parti en voie d'extinction, qu'ils ont contribué à ne pas sauver à force de n'avoir su jouer collectif. Ils argueront sans doute chacun de leur spécificité programmatique respective. Et c'est vrai qu'aujourd'hui ils incarnent chacun un pan de ce qu'il reste du PS.

Hamon joue l'aile gauche modernisée (revenu universel, économie sociale et solidaire, 32 heures) ; Montebourg « l'alliance des producteurs » (entre petits patrons et syndicalistes) et le "made in France" critique de l'Union européenne ; Peillon la gauche de gouvernement sans l'autoritarisme du vallsisme ; et Valls la gauche de gouvernement sans le manque d'autorité du hollandisme (ces deux derniers n'ont pas encore dévoilé leurs programmes).

Tous anciens ministres à des rangs différents, deux critiquent le bilan du quinquennat Hollande (Montebourg et Hamon) et deux autres l'assument (Valls et Peillon). À l'heure actuelle, il est bien impossible de savoir lesquels se qualifieront pour le second tour de cette primaire. Il est tout aussi impossible de savoir qui ralliera qui au second tour. C'est le charme de l'incertitude d'une telle primaire générationnelle.

Mais le quatuor des quinquas est désormais lui-même pris dans une tenaille générationnelle, entre le sexagénaire Jean-Luc Mélenchon et le trentenaire Emmanuel Macron. L'un n'a pas hésité à s'émanciper du PS (certes après y avoir passé trente ans) pour mieux exprimer sa gauche et creuser son sillon tribunitien, aujourd'hui bien plus attractif aux yeux d'un électorat de gauche dégoûté. L'autre n'a pas attendu le nombre des années pour saisir sa chance, plutôt que de tergiverser et de se lover dans les méandres de la vie politique et de ses intrigues multiples.

mediapart.fr

A Suivre...
La Presse en Revue